

Accord professionnel

MANUTENTION PORTUAIRE

(31 décembre 1993)

(Etendu par arrêté du 29 septembre 1994,
Journal officiel du 1^{er} octobre 1994)

ACCORD DU 7 JANVIER 2009

RELATIF À LA PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS

ET AU DROIT D'ABSENCE

NOR : ASET0950413M

Entre :

L'UNIM ;

L'UPF,

D'une part, et

La FNPD CGT ;

La FGTE CFDT ;

La CNTPA ;

La FEETS FO ;

La CFTC ;

Les cadres indépendants ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés des entreprises et à ceux des établissements portuaires, dûment mandatés pour participer aux travaux de la commission mixte concernant la négociation visée à l'article 14 de la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire.

Article 2

Autorisation d'absence

Les salariés comme définis à l'article 1^{er} du présent accord bénéficient d'une autorisation d'absence qui ne fait l'objet d'aucune retenue de salaire.

Le temps d'absence comprend le temps passé aux réunions ainsi que le temps de trajet et de préparation, dans la limite d'une durée totale de 48 heures pour chaque absence, porté à 72 heures pour les salariés des départements d'outre-mer.

Les salariés concernés sont tenus d'informer leur employeur au moins 72 heures avant leur départ.

Article 3

Indemnisation des frais de déplacement et des frais annexes

Les frais de déplacement sont à la charge des organisations patronales selon les modalités fixées à l'article 5.

Ils sont pris en compte selon les modalités suivantes :

- le nombre de délégués pris en charge au titre de leur participation aux négociations collectives est fixé à 4 par organisation syndicale représentative ;
- les frais de transport sont remboursés selon le tarif SNCF 2^e classe, suppléments inclus, sur justificatif et présentation du titre de transport original ;
- les frais de déplacement des salariés des départements d'outre-mer sont indemnisés sur la base du tarif 2^e classe Paris-Marseille ;
- les frais annexes d'hébergement et de nourriture sont indemnisés sur la base d'un forfait de 500 € par réunion destiné à chaque délégation présente.

Article 4

Dispositions locales

Les dispositions décrites à l'article 3 du présent accord ne font pas obstacle à l'application de dispositions locales existantes qui restent en vigueur.

Article 5

Partage des frais entre organisations patronales

L'indemnisation des dépenses prises en charge à l'article 3 est assumée à frais partagés entre l'UNIM et l'UPF sur la base d'une répartition à 50/50 entre chaque organisation patronale.

Fait à Paris, le 7 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)